

Le patronat héberge discrètement Emmanuel Macron

 mediapart.fr/journal/france/070416/le-patronat-heberge-discretement-emmanuel-macron

Laurent Mauduit, *Mediapart*, 7 avril 2016

Le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, a fait une petite cachotterie quand il a annoncé, mercredi 6 avril, à Amiens, la création d'un « *mouvement politique nouveau* », baptisé « En marche ». Affirmant qu'il ne serait « *pas à droite, pas à gauche* », il s'est bien gardé de préciser qu'il avait néanmoins reçu un important mais discret appui logistique, celui de l'un des clubs patronaux les plus influents, l'Institut Montaigne, créé en 2000 par Claude Bébéar, l'un des parrains du capitalisme français et figure tutélaire du groupe d'assurances Axa. Ce qui explique sans doute que le patron des patrons, Pierre Gattaz, ait chaleureusement applaudi la création de ce mouvement – une initiative « *rafraîchissante* », selon lui.

Il n'est en vérité pas très difficile d'établir les liens, même s'ils ne sont pas affichés, qui unissent Emmanuel Macron à l'Institut Montaigne. Il suffit de se rendre sur le site Internet que le ministre de l'économie vient d'ouvrir, pour présenter son mouvement. Il est ici : « **En marche** ». On peut ensuite consulter la page de ce site qui en présente les mentions légales : **elles sont là**.

On découvre alors que le « *directeur de la publication* » du site Internet du mouvement s'appelle Véronique Bolhuis, et que « *ce site est édité par En Marche, association loi 1901, 33 rue Danton, 94270 Kremlin-Bicêtre* ». Or le nom de la directrice du site – qui préfère visiblement l'appellation de... directeur – comme l'adresse révèlent les coulisses cachées de la création du mouvement d'Emmanuel Macron.

Véronique Bolhuis est en effet la compagne de Laurent Bigorgne (**on peut trouver son profil ici**), qui est le directeur de l'Institut Montaigne. Et l'association « En marche » a pour domiciliation l'adresse du... domicile privé de Véronique Bolhuis et Laurent Bigorgne. CQFD ! Le directeur de l'un des mouvements patronaux les plus influents héberge bel et bien, avec sa compagne, le mouvement politique créé par le ministre de l'économie. Nous avons téléphoné au numéro indiqué sur cette page de mentions légales pour les contacts de presse, et l'on nous a confirmé, avec un peu de gêne, ce que cachait cette adresse au Kremlin-Bicêtre. En bref, l'Institut Montaigne roule donc pour Emmanuel Macron. À moins que ce ne soit l'inverse...

Quelques instants après la mise en ligne de notre article – pas plus de cinq minutes –, le site Internet d'Emmanuel Macron a, certes, modifié le texte figurant dans les mentions légales : le nom de Véronique Bolhuis a disparu comme l'adresse précise. Mais nous avons évidemment pris la précaution de faire une capture d'écran du site dans sa première mouture. Voici donc la présentation initiale des mentions légales et la présentation corrigée :

Mentions légales

AVANT

Editeur.

Ce site est édité par En Marche, association loi 1901, 33 rue Danton, 94270 Kremlin-Bicêtre, contact@en-marche.fr.

Directeur de la publication.

Véronique BOLHUIS.

Contact presse.

07.87.18.18.88

APRÈS

Editeur.

Ce site est édité par En Marche, association loi 1901, 94270 Kremlin-Bicêtre, contact@en-marche.fr.

Directeur de la publication.

Association en Marche

Contact presse.

07.87.18.18.88

On se dira certes que cela n'a rien de très surprenant. Car l'Institut Montaigne est l'un des « think tanks » réactionnaires du patronat qui pèse le plus sur la vie publique. C'est lui par exemple qui a inventé ce « choc de compétitivité » que Nicolas Sarkozy avait repris à son compte, et que François Hollande avait dénoncé lors de la campagne présidentielle, avant de retourner sa veste, et d'en faire l'axe majeur de sa politique économique.

On comprend donc que le président du Medef, Pierre Gattaz, ait chaleureusement applaudi, ce jeudi matin, sur France Inter, la création de ce mouvement « En marche ». Si le patron des patrons s'est montré si enthousiaste, jugeant que cette initiative était « rafraîchissante » – il a répété deux fois le terme –, c'est en effet qu'il s'agit d'une histoire de famille. Ancien associé gérant de la banque Rothschild, ministre du patronat, Emmanuel Macron crée, sans grande surprise, un mouvement politique fait pour défendre les intérêts de ceux dont il est le mandant. La petite cachotterie sur l'appui logistique dont dispose le ministre met donc au jour l'autre supercherie de l'opération, quand Emmanuel Macron prétend que son mouvement sera ni de gauche ni de droite. Pierre Gattaz dit cela aussi sans cesse du Medef. Et comme on le sait, on n'est pas obligé de le croire... Avis donc aux amateurs ! Il est possible d'adhérer à l'association « En marche ». Mais mieux vaut savoir avant que c'est une annexe de l'Institut Montaigne et du Medef...

Dimanche 10 avril, soit trois jours après la mise en ligne de cet article, Emmanuel Macron nous a fait parvenir une déclaration contestant notre récit. Voici les commentaires que nous a fait adresser le ministre de l'économie: « *L'article que vous avez consacré à « En Marche » le jeudi 7 avril contient plusieurs inexactitudes factuelles d'autant plus graves qu'elles vous ont permis de lui donner une orientation fautive et biaisée. Contrairement au titre de l'alerte envoyée à vos abonnés, En Marche n'a jamais été domiciliée à l'Institut Montaigne : cette association a été domiciliée au domicile privé de Véronique Bolhuis, qui est une amie personnelle et qui a accepté à ma demande de faire partie de l'équipe de préfiguration de « En Marche ». Mme Bolhuis est également la femme de Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, mais cela ne saurait vous autoriser à faire un tel raccourci puisqu'il conduit à travestir totalement la réalité. Par ailleurs, contrairement à ce que vous avancez, « En Marche » n'a bénéficié d'aucun soutien logistique, encore moins « important » ni même « discret » de la part de l'Institut Montaigne car les choses sont très simples : En Marche n'a et n'a jamais eu aucun lien d'aucune sorte avec l'Institut Montaigne. Il est dommage que vous ayez choisi de publier ces erreurs après qu'elles eurent été démenties par l'équipe d'En Marche : il me semble que le travail de vérification qui est au cœur du métier de journaliste ne s'arrête pas à écouter les gens au téléphone, mais va jusqu'à corriger les informations avancées lorsqu'elles se révèlent être des erreurs factuelles et objectives, comme c'est le cas en l'espèce »*